

**SUPERIOR COURT  
(CLASS ACTIONS)**

CANADA  
PROVINCE OF QUEBEC  
DISTRICT OF MONTREAL

No : 500-06-000894-176

DATE : September 16, 2020

---

**IN THE PRESENCE OF: THE HONOURABLE DOMINIQUE POULIN, J.S.C.**

---

**MICHEL CARRIÈRE**  
Petitioner

v.

**SYMANTEC CORPORATION**  
Respondent

---

**JUDGMENT APPROVING A CLASS ACTION AUTHORIZATION NOTICE**

---

- [1] **CONSIDERING** that, on April 16, 2019, Justice François P. Duprat authorized the institution of the class action in the present file and ordered publication of the authorization notice in the form attached to the April 16, 2019 judgment (the "**First Notice**");
- [2] **CONSIDERING** that the class action was authorized for the benefit of the following group of persons:

*All natural persons resident in Quebec at the time they purchased and/or licensed, for purposes other than their business, any of the following products: Norton™ Antivirus, Norton™ Internet Security, Norton™ Security, Norton™ Security with Backup, Norton 360™ or Norton™ One (collectively, the "**Norton Products**"), at any time between July 24, 2010 and June 27, 2016 (the "**Class Period**").*

*(the "**Class Members**" or the "**Class**").*

- [3] **CONSIDERING** that, on or about July 1, 2019, in accordance with the April 16, 2019 judgment, Symantec caused the First Notice to be sent by email to 222,525 class members;
- [4] **CONSIDERING** that, subsequent to the sending of the First Notice, Symantec realized that 7,788 members had been mistakenly omitted from the list of class members to whom the First Notice was sent;
- [5] **CONSIDERING** the consent of the parties;
- [6] **FOR THESE REASONS, THE COURT:**
- [7] **APPROVES** the form and content of the Notice to Class Members (the "**Notice**") attached hereto as **Exhibit R-1**;<sup>1</sup>
- [8] **APPROVES** the form and content of the email notification (the "**Email Notification**") attached hereto as **Exhibit R-2**;<sup>2</sup>
- [9] **ORDERS** the publication of the Notice as follows:
- Symantec Corporation ("**Symantec**") shall send, or cause to be sent, the Notice and Email Notification electronically by email to the 7,788 additional Class Members' email addresses associated with their Norton account;
- [10] **FIXES** the delay for exclusion from the Class for these 7,788 additional Class Members at ninety (90) days from the date the Notice and Email Notification are sent as per paragraph 9 herein, and at the expiry of such delay, any one of the additional 7,788 additional Class Members who have not requested exclusion will be bound by any judgment on the representative plaintiff's application;
- [11] **THE WHOLE** without costs.

  
\_\_\_\_\_  
DOMINIQUE POULIN, J.S.C.

Mtre Pierre Boivin  
Mtre Robert Kugler  
Mtre William Colish  
**KUGLER KANDESTIN LLP**  
Attorneys for Petitioner

<sup>1</sup> Appendix A and B to the present judgment, in French and English.  
<sup>2</sup> Appendix C to the present judgment, in French and English.

Mtre Eric Dunberry  
Mtre Maya Angenot  
Mtre Michel Bélanger-Roy  
**NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA LLP**  
Attorneys for Respondent

## APPENDIX A

### NORTON ANTIVIRUS AVIS D'AUTORISATION D'UNE ACTION COLLECTIVE À L'ENCONTRE DE SYMANTEC CORPORATION. LE PRÉSENT AVIS EST PUBLIÉ PAR ORDRE DE LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC.

Le présent avis s'adresse à :

Toutes les personnes physiques ayant résidé au Québec à l'époque où elles ont acheté et/ou obtenu une licence leur permettant d'utiliser, à des fins autres que commerciales, l'un ou l'autre des produits suivants: Norton™ Antivirus, Norton™ Internet Security, Norton™ Security, Norton™ Security with Backup, Norton 360™, ou Norton™ One (ci-après, collectivement, les « **Produits Norton** »), à quelque moment ce soit entre le 24 juillet 2010 et le 27 juin 2016 (ci-après, les « **Membres du Groupe** » ou le « **Groupe** »).

#### LE JUGEMENT D'AUTORISATION

Le 16 avril 2019, la Cour supérieure du Québec (ci-après, le « **Tribunal** ») a rendu un jugement autorisant l'introduction de l'action *Carrière v. Symantec Corporation* dans le cadre du dossier 500-06-000894-176 (ci-après, le « **Jugement d'Autorisation** »), et ce en tant qu'action collective (ci-après, « **l'Action Collective** »). Dans le cadre du Jugement d'Autorisation, le Tribunal a désigné Michel Carrière en qualité de représentant du Groupe (ci-après, le « **Représentant** »). La partie défenderesse à l'Action Collective est Symantec Corporation (ci-après, « **Symantec** »), qui dans les faits fabrique et vend les Produits Norton.

Il est allégué, dans le cadre de l'Action Collective, que les Produits Norton étaient défectueux et affectés de vices de conceptions les rendant impropres à l'usage auquel ils sont destinés, et que Symantec s'est livré à des déclarations fausses et trompeuses au sujet des produits en question. Par conséquent, l'Action Collective porte sur la compensation financière des résidents du Québec qui ont acheté et/ou obtenu une licence leur permettant d'utiliser les Produits Norton, à quelque moment que ce soit entre le 24 juillet 2010 et le 27 juin 2016 (ci-après, la « **Période de Référence** »).

Le Jugement d'Autorisation définit comme suit les principales questions de fait et de droit qui devront être adressées collectivement :

- a. Symantec est-elle un « commerçant » au sens de la *Loi sur la Protection du Consommateur* en vigueur au Québec?
- b. La relation contractuelle existant entre Symantec et les Membres du Groupe est-elle régie par la *Loi sur la Protection du Consommateur*?

- c. Les Membres du Groupe ont-ils payé un quelconque montant d'argent pour obtenir une protection que les Produits Norton ne leur ont pas fournie dans les faits?
- d. Est-ce que le fait pour un Membre du Groupe d'acheter ou d'obtenir une licence lui permettant d'utiliser un Produit Norton par l'entremise de l'un ou l'autre des sites web [www.norton.com](http://www.norton.com) ou [www.symantec.com](http://www.symantec.com), ou encore de payer un montant d'argent en vue de renouveler une licence d'utilisation d'un Produit Norton par l'entremise d'un service de renouvellement automatique fourni par Symantec, équivaut à un contrat de consommation visé par la *Loi sur la Protection du Consommateur*?
- i) Si le fait pour un Membre du Groupe d'acheter ou d'obtenir une licence lui permettant d'utiliser un Produit Norton par l'entremise de l'un ou l'autre des sites web [www.norton.com](http://www.norton.com) ou [www.symantec.com](http://www.symantec.com) n'équivaut pas à un contrat de consommation au sens de la *Loi sur la Protection du Consommateur*, ou encore si le paiement, par un Membre du Groupe, d'un montant d'argent visant à renouveler une licence d'utilisation d'un Produit Norton par l'entremise d'un service de renouvellement automatique fourni par Symantec n'équivaut pas à un contrat de consommation au sens de la *Loi sur la Protection du Consommateur*, quels recours le Membre du Groupe a-t-il à sa disposition, le cas échéant, en vertu de la *Loi sur la Protection du Consommateur*?
- e. Les Produits Norton étaient-ils, au cours de la Période de Référence, affectés de vices de conceptions les rendant impropres à l'usage auquel on destine habituellement des biens de semblable nature, et cela en contravention de l'article 37 de la *Loi sur la Protection du Consommateur*?
- f. Symantec s'est-elle livrée à une pratique interdite en faisant, au cours de la Période de Référence, des déclarations fausses ou trompeuses à l'égard des Produits Norton, et ce en contravention des articles 219, 220(a) et 221 (g) de la *Loi sur la Protection du Consommateur*?
- g. Symantec a-t-elle, au cours de la Période de Référence, omis de mentionner un fait important dans le cadre des déclarations qu'elle a faites aux Membres du Groupe à l'égard des Produits Norton, et ce en contravention de l'article 228 de la *Loi sur la Protection du Consommateur*?
- h. Symantec a-t-elle, au cours de la Période de Référence, failli à son obligation de livrer des Produits Norton conformes à la description qui en était faite aux engagements, énoncés et/ou publicités destinés aux Membres du Groupe, et ce en contravention des articles 16, 40 et 41 de la *Loi sur la Protection du Consommateur*?

- i. Symantec doit-elle être tenue, sur une base collective, de rembourser une portion du prix payé par les Membres du Groupe pour tout Produit Norton au cours de la Période de Référence, soit un montant correspondant à l'intervalle de temps au cours duquel Symantec a failli à son obligation de fournir la protection et la sécurité que les Membres du Groupe avaient achetées, et ce en contravention de l'article 272(c) de la *Loi sur la Protection du Consommateur*?
- j. Symantec doit-elle être tenue de payer des dommages-intérêts exemplaires et punitifs en raison des contraventions à la *Loi sur la Protection du Consommateur* qui lui sont reprochées, et, dans l'affirmative, quels montants devrait-elle verser, sur une base collective?

[12] Le Jugement d'Autorisation définit comme suit les conclusions recherchées dans le cadre de l'Action Collective :

**ACCUEILLIR** l'action collective contre la Défenderesse;

**CONDAMNER** la Défenderesse à payer au Représentant, au bénéfice du Groupe, une somme globale représentant le prix payé par les Membres du Groupe pour une licence d'utilisation ou tout renouvellement de licence portant sur les Produits Norton au cours de la Période de Référence, et ce en considération d'une protection et d'une sécurité que Symantec a fait défaut de fournir, le tout avec intérêts au taux légal et l'indemnité additionnelle prévue par la loi;

**ORDONNER** que les réclamations des Membres du Groupe fassent l'objet d'une liquidation individuelle, conformément aux articles 596 à 598 du *Code de procédure civile*, et, compte tenu des pouvoirs conférés au Tribunal, rendre toute ordonnance qu'il estimera juste et équitable eu égard au paiement de dommages-intérêts exemplaires et punitifs, le cas échéant;

**CONDAMNER** la Défenderesse à toute autre compensation ou réparation que le Tribunal estimera juste et équitable;

**LE TOUT** avec frais de justice, incluant les frais de préparation de pièces, de rapports et d'expertises, ainsi que les frais de publication d'avis.

L'Action Collective sera entendue et jugée dans le district judiciaire de Montréal.

Ni le bien-fondé des réclamations présentées dans le cadre de l'Action Collective, ni la véracité des allégations sur lesquelles elle se fonde n'ont encore fait l'objet d'une décision du Tribunal. L'action Collective sera d'ailleurs contestée par Symantec.

**SI VOUS SOUHAITEZ FAIRE PARTIE DE L'ACTION COLLECTIVE, VOUS N'AVEZ RIEN À FAIRE.**

Toutes les personnes physiques répondant à la définition du Groupe en font automatiquement partie, sans devoir satisfaire à quelque formalité que ce soit pour le moment.

**SI VOUS NE SOUHAITEZ PAS FAIRE PARTIE DE L'ACTION COLLECTIVE, VOUS DEVEZ EN ÊTRE EXCLU(E).**

Si vous ne souhaitez pas être lié(e) par l'Action Collective, vous devez vous en exclure en produisant auprès du greffe du Tribunal une lettre dûment signée par laquelle vous demandez à être exclu(e) de « l'Action Collective impliquant Norton Antivirus ». La lettre en question doit contenir les informations suivantes :

- i) une description des Produits Norton que vous avez achetés;
- ii) la(les) date(s) à laquelle(auxquelles) vous avez acheté ou payé des Produits Norton;

ET

- iii) vos nom, adresse, numéro de téléphone et signature.

Votre demande d'exclusion doit être transmise, par courrier recommandé ou certifié, à l'adresse suivante :

Greffier de la Cour supérieure du Québec  
1 rue Notre-Dame Est, Montréal (QC) H2Y 1B6  
Dossier No. 500-06-000894-176

Votre demande d'exclusion ne sera admissible que si elle contient les renseignements prescrits et est reçue (ou estampillée par *Postes Canada*) au plus tard le (90 jours après la publication).

Tout Membre du Groupe qui ne demande pas à être exclu de l'Action Collective sera lié par les conclusions de tout jugement ou règlement à intervenir, qu'il soit favorable au Groupe ou non, et perdra le droit d'intenter, à l'encontre de Symantec, quelque action civile individuelle fondée sur les faits invoqués dans le cadre de l'Action Collective. Si l'Action Collective est accueillie par le Tribunal, vous serez admis à participer au partage de tout montant accordé par jugement ou obtenu suite à un règlement. À l'inverse, un Membre du Groupe qui aura demandé à être exclu de l'Action Collective ne pourra d'aucune manière participer au partage de quelque montant accordé par jugement ou obtenu suite à un règlement.

**INTERVENTION**

Tout Membre du Groupe a le droit de requérir qu'on lui accorde le statut d'intervenant dans le cadre de l'Action Collective.

**VOUS N'AVEZ RIEN À DÉBOURSER**

Aucun Membre du Groupe autre que le Représentant ou un intervenant ne peut être tenu au paiement de frais de justice occasionnés par l'Action Collective.

**POUR PLUS D'INFORMATIONS**

Les Membres du Groupe sont cordialement invités à consulter le site web des procureurs du Groupe, à l'adresse [https://kklex.com/fr/class\\_actions/action-collective-relativement-des-produits-norton-deficients/](https://kklex.com/fr/class_actions/action-collective-relativement-des-produits-norton-deficients/). Il est également possible de contacter les procureurs en question aux coordonnées suivantes :

Kugler Kandestin s.e.n.c.r.l.

Me Pierre Boivin ([pboivin@kklex.com](mailto:pboivin@kklex.com)) ou Me Robert Kugler ([rkugler@kklex.com](mailto:rkugler@kklex.com))

1 Place Ville-Marie, suite 1170

Montréal {QC} H38 2A7

Télécopieur : {514} 875-8424

**La publication du présent avis a été autorisée par l'Honorable Dominique Poulin, juge de la Cour supérieure du Québec.**



**APPENDIX B****NORTON ANTIVIRUS  
NOTICE OF AUTHORIZATION OF A CLASS ACTION AGAINST SYMANTEC  
CORPORATION.****THIS NOTICE IS PUBLISHED BY ORDER OF THE QUEBEC SUPERIOR COURT.**

This notice is directed to:

All natural persons resident in Quebec at the time they purchased and/or licensed, for purposes other than their business, any of the following products: Norton™ Antivirus, Norton™ Internet Security, Norton™ Security, Norton™ Security with Backup, Norton 360™ or Norton™ One (collectively, the "**Norton Products**"), at any time between July 24, 2010 and June 27, 2016 (the "**Class Members**" or the "**Class**").

**THE AUTHORIZATION JUDGMENT**

On April 16, 2019, the Quebec Superior Court (the "**Court**") rendered a judgment authorizing the action *Carrière v. Symantec Corporation*, Court File No. 500-06-000894-176 (the "**Authorization Judgment**") as a class action proceeding (the "**Class Action**"), and appointed Michel Carrière as class representative (the "**Representative**") for the Class. The defendant in the Class Action is Symantec Corporation ("**Symantec**"), which manufactures and sells the Norton Products.

The Class Action alleges that the Norton Products were defective and had design defects rendering them unfit for the use for which they were intended, and alleges that Symantec used false and misleading representations regarding these products. The Class Action seeks compensation on behalf of Quebec residents who purchased and/or licensed the Norton Products at any time between July 24, 2010 and June 27, 2016 (the "**Class Period**").

The Authorization Judgment identifies the principal questions of law and fact to be dealt with collectively as follows:

- a. Is Symantec a "merchant" governed by the Quebec *Consumer Protection Act*?
- b. Is the contractual relationship between the Class Members and Symantec governed by the Quebec *Consumer Protection Act*?
- c. Did the Class Members pay a price for protection which the Norton Products did not in fact provide?
- d. Does a Class Member's purchase or license of a Norton Product through one of the websites [www.norton.com](http://www.norton.com) or [www.symantec.com](http://www.symantec.com), or payment to renew a license of a Norton Product through an automatic renewal service provided by Symantec, give rise to a consumer agreement pursuant to the terms of the Quebec *Consumer Protection Act*?

- i) If a Class Member's purchase or license of a Norton Product through one of the websites [www.norton.com](http://www.norton.com) or [www.symantec.com](http://www.symantec.com) does not give rise to a consumer agreement under the *Consumer Protection Act*, or if a Class Member's payment to renew a purchase or license of a Norton Product through an automatic renewal service provided by Symantec does not give rise to a consumer agreement under the *Consumer Protection Act*, what remedies, if any, is the Class Member entitled to under the *Consumer Protection Act*?
- e. Were the Norton Products goods which were affected by design defects rendering them unfit for the purposes for which goods of that kind are ordinarily used during the class period, in contravention of section 37 of the *Quebec Consumer Protection Act*?
- f. Did Symantec engage in a prohibited practice by making false or misleading representations regarding the Norton Products during the Class Period, in violation of sections 219, 220(a) and 221 (g) of the *Quebec Consumer Protection Act*?
- g. Did Symantec fail to mention an important fact in its representations to the Class Members regarding the Norton Products during the Class Period, in violation of section 228 of the *Quebec Consumer Protection Act*?
- h. Did Symantec breach its obligation to deliver the Norton Products in conformity to their description in the contracts, statements and/or advertisements made to Class Members during the Class Period, in contravention of sections 16, 40 and 41 of the *Quebec Consumer Protection Act*?
- i. Is Symantec liable to reimburse, collectively, the portion of the price paid by Class Members during the Class Period for any Norton Product, in an amount commensurate with the period of time that Symantec failed to provide the security and protection that they paid for, pursuant to section 272(c) of the *Quebec Consumer Protection Act*?
- j. Is Symantec liable to the payment of punitive damages as a result of its alleged violations of the *Consumer Protection Act* and, if so, what amount of punitive damages should Symantec be condemned to pay, collectively?

[13] The Authorization Judgment identifies the conclusions sought by the Class Action to be instituted as being the following :

**GRANT** the Class Action against the Respondent;

**CONDEMN** the Respondent to pay to the Petitioner, for the benefit of the Class, the aggregate amount of the price paid by the Class Members for the license and any renewal license of the Norton Products during the Class Period in respect of

security and protection that Symantec in fact failed to provide, the whole with interest and the additional indemnity provided by law;

**ORDERS** that the claims of the Class Members be the abject of individual liquidation in accordance with Articles 596 to 598 C.C.P. and, subject to the power of the Court, render any order the Court deems just relative to the payment of punitive damages, if applicable.

**CONDEMN** the Respondents to any further relief as may be just and proper;

**THE WHOLE** with legal costs, including the costs of all exhibits, reports, expertise and publication of notices.

The Class Action will proceed in the district of Montréal.

The merits of the claims in the Class Action, and the allegations of fact on which the claims are based, have not been finally determined by the Court, and will be disputed by Symantec.

**YOU DO NOT NEED TO DO ANYTHING IF YOU WOULD LIKE TO BENEFIT FROM THE CLASS ACTION.**

Individuals falling within the definition of the Class are automatically eligible to benefit from the Class Action, and do not need to do anything at this time to participate.

**YOU MUST OPT OUT IF YOU DO NOT WANT TO BE BOUND BY THE CLASS ACTION**

Class Members who do not want to be bound by the Class Action must opt out by filing a signed letter stating that you elect to opt out of the Norton AntiVirus Class Action, and containing the following information:

- i) The Norton Product(s) you purchased;
- ii) The date(s) you purchased, or paid for the Norton Product(s);

AND

- iii) Your name, address, telephone number, and signature.

Your opt-out request must be sent by certified or registered mail to:

Clerk of the Superior Court of Québec  
1 rue Notre-Dame Est, Montreal, QC H2Y 1B6  
File No. 500-06-000894-176

In order for your opt out request to be valid, it must be postmarked or received no later than (90 days after publication) and it must contain all of the required information.

Each Class Member who does not opt out of the Class Action will be bound by the terms of any judgment or settlement, whether favourable or not, and will not be allowed to prosecute an independent action against Symantec for any of the factual matters raised in the Class Action. If the Class Action is successful, you may be entitled to share in the amount of any award or settlement recovered. A Class Member who opts out will not be entitled to participate in the Class Action and will not be entitled to share in the amount of any award or settlement.

### **INTERVENTIONS**

Class Members have the right to seek intervene or status in the class action.

### **NO DIRECT COST TO YOU**

No Class Member other than the Representative or an intervenor may be condemned to pay legal costs arising from the Class Action.

### **ADDITIONAL INFORMATION**

For further information, Class Members can consult Class Counsel's Website at : <https://kklex.com/class-actions/class-action-defective-norton-products/> and/or communicate with them at:

Kugler Kandestin LLP  
Attn: Pierre Boivin ([pboivin@kklex.com](mailto:pboivin@kklex.com)) or Robert Kugler ([rkugler@kklex.com](mailto:rkugler@kklex.com))  
1 Place Ville-Marie, suite 1170  
Montréal, QC H3B 2A7  
Fax: (514) 875-8424

**Publication of this notice has been authorized by the Honourable Dominique Poulin of the Quebec Superior Court.**

**APPENDIX C**

*Madame, Monsieur,*

*Nous sommes une firme spécialisée dont les services ont été retenus par Symantec Corporation (maintenant NortonLifeLock) pour vous faire parvenir le présent courriel.*

*C'est Symantec Corporation qui nous a fourni votre courriel à titre de client ou ancien client s'étant procuré certains produits Norton entre le 24 juillet 2010 et le 27 juin 2016.*

*Une action collective a été autorisée pour ces produits Norton contre Symantec Corporation. Selon les dossiers de Symantec, vous seriez membre du groupe visé par cette action collective et en conséquence, le présent avis légal [lien internet à l'avis français] pourrait vous concerner.*

*La publication de cet avis a été autorisée par la Cour supérieure du Québec.*

*Pour plus d'informations, vous êtes invités à consulter le site internet des avocats des membres du groupe à : [https://kklex.com/fr/class\\_actions/la-cour-autorise-une-action-collective-concernant-des-produits-norton-antivirus-deficients/](https://kklex.com/fr/class_actions/la-cour-autorise-une-action-collective-concernant-des-produits-norton-antivirus-deficients/) ou par téléphone au (514) 878-2861*

*Cordialement,*

*Désabonnez-vous [lien hypertexte]*

*Madam, Sir,*

*Our firm was retained by Symantec Corporation (now NortonLifeLock) to provide you with the present email.*

*Symantec Corporation provided us with your email as a client or former client that bought certain Norton products between July 24, 2010, and June 27, 2016.*

*A class action was authorized in relation to these Norton products against Symantec Corporation. Based on Symantec records, you would be a member of the class action and accordingly, the following legal notice [link to English notice] may apply to you.*

*The publication of this notice was authorized by the Superior Court of Quebec.*

*For more information, you are invited to consult the website of the attorneys of the class at: <https://kklex.com/2019/04/17/court-authorizes-class-action-for-defective-norton-products/> or by phone at (514) 878-2861.*

*Sincerely,*

*Unsubscribe [hyperlink]*